

**DECISION DU PRESIDENT N° 348-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : MISE A DISPOSITION DE 2 AGENTS AUPRES DE LA SOCIÉTÉ BRANGEON ENVIRONNEMENT DANS LE CADRE DE LA PRESTATION DE SERVICE DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET D'EXPLOITATION DES DÉCHETERIES

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la création d'emplois non permanents dans la limite des crédits ouverts dans le cadre du budget,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 5 juillet 2017, validant le principe de confier à un prestataire privé la collecte des ordures ménagères et le gardiennage des déchèteries sur l'ancien périmètres de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 28 septembre 2017, attribuant à l'entreprise Brangeon Environnement, le marché de collecte des déchets ménagers et l'exploitation des déchèteries,
Vu les conventions du 18 janvier 2018 et du 11 décembre 2020 entre la Communauté de communes et l'entreprise Brangeon Environnement, conclues du 29 janvier 2018 au 31 décembre 2023 et mettant à disposition trois agents de la Communauté de communes,

DÉCIDE

Article 1 : de renouveler la mise à disposition de Messieurs Pascal MANDIN et Cyrille SEILLER, de la Communauté de communes auprès de l'entreprise Brangeon environnement à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024, date de fin du marché avec l'entreprise Brangeon Environnement.

Article 2 : d'imputer la recette au budget déchets.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 21 décembre 2023

Le Président
Jacky DALLE

